



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Aide à l'achat de Vélos à Assistance Electrique (VAE) - Evolution du dispositif - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Lors du Conseil de Métropole du 12 octobre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a procédé au lancement d'un dispositif volontariste d'aide universelle à l'achat de Vélos à Assistance Electrique (VAE) neufs auprès des velocistes de la Métropole. Le dispositif a immédiatement rencontré un vif succès avec près de 2 000 dossiers déposés à ce jour, et près de 1 000 dossiers d'ores et déjà déclarés éligibles, représentant un chiffre d'affaires d'environ 2 M€ pour les velocistes implantés sur le territoire.

Il est proposé à travers la présente délibération des évolutions du dispositif sous 3 aspects :

Tout d'abord, pour tenter de répondre à la problématique du vol, le législateur exige, depuis le 1^{er} janvier 2021, que tous les vélos neufs vendus par un commerçant soient dorénavant marqués d'un numéro unique inscrit dans le « fichier national unique des cycles identifiés ». Cette obligation sera étendue aux modèles d'occasion vendus par des professionnels, à partir de juillet 2021. Le règlement du dispositif d'aide à l'achat de VAE neufs est ainsi proposé amendé afin de prendre en compte de cette nouvelle obligation réglementaire.

Par ailleurs, pour encourager une pratique sécurisée du VAE, la Métropole décide de rendre éligibles dans l'assiette subventionnable tous les équipements afférents à la sécurité, ce en conservant les plafonds d'aide : casque, antivol, dispositif d'éclairage, toute tenue réfléchissante.

Enfin, pour répondre aux enjeux de durabilité et d'écoconsommation, la Métropole décide d'apporter une nouvelle aide financière en proposant un dispositif d'aide universelle permettant l'achat de VAE d'occasion achetés physiquement chez un velociste du territoire métropolitain. En effet, les avancées technologiques et la qualité des VAE nouvelle génération permettent maintenant de proposer des vélos d'occasion quelquefois aussi performants que des vélos neufs.

Cette aide, s'élevant à 25 % du prix d'achat dans la limite de 200 € maximum, sera ainsi attribuée aux habitants métropolitains, sans conditions de ressources, pour l'achat d'un vélo d'occasion à assistance électrique (y compris vélo cargo) effectué physiquement dans un commerce métropolitain, à partir du 1^{er} février 2021 et jusqu'au 31 août 2021.

Un règlement définit les modalités d'attribution et sera signé entre le bénéficiaire de l'aide et la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'attribuer aux habitants de Montpellier Méditerranée Métropole une aide fixée à 200 € maximum, dans la limite de 25 % du prix d'acquisition des matériels éligibles, sans conditions de ressources, pour l'achat d'un Vélo d'occasion à Assistance Electrique effectué dans un commerce métropolitain ;
- de valider la modification du dispositif d'aide à l'achat de VAE neufs tenant compte de la nouvelle obligation réglementaire en matière de sécurisation et de lutte contre le vol ;
- de dire que les aides sont accordées selon les modalités exposées dans les règlements ;
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal, chapitre 908 ;
- d'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-154041-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention vélo neuf
- Convention vélo occasion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.